

**Direction des Affaires Générales et Juridiques**  
**Assistante de Direction**

**DAGJ-2024-012**

Nomenclature Acte : Decision d ester en justice

**OBJET : Décision d'ester en justice - Requête introduite par la SAS KENDALIA à l'encontre du jugement en date du 30 novembre 2023 par lequel le Tribunal Administratif de Rennes a rejeté sa requête tendant à l'annulation du titre de perception émis par la Commune de St Malo en raison du retard des rénovations du Palais des Congrès**

**LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-MALO**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22, L 2122-23, L 2131-1 et L 2131-2,
- VU la délibération n° 2020-07-002 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire en application des articles susvisés,
- VU l'arrêté n° 2023-032 du Maire en date du 13 février 2023, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Virgile CRANCE, 1er adjoint,
- VU le budget,
- VU la requête n°24NT00244 introduite le 29 janvier 2024 devant le la Cour d'Appel de Nantes par la SAS KENDALIA à l'encontre du jugement en date du 30 novembre 2023 par lequel le Tribunal Administratif de Rennes a rejeté sa requête tendant à l'annulation du titre de perception émis par la Commune de St Malo le 18 décembre 2019 d'un montant de 302 400 euros TTC en raison du retard des rénovations du Palais des Congrès dont la société avait été chargée lors de la conclusion d'un bail emphytéotique administratif le 08 juin 2017,

CONSIDERANT la nécessité de défendre les intérêts de la collectivité dans cette affaire,

**DECIDE**

- Article 1 : De défendre les intérêts de la collectivité dans la requête ci-dessus visée.
- Article 2 : De confier au Cabinet COUDRAY – Avocats – Parc d'Affaires Oberthur – 1, rue Raoul Ponchon – CS 34442 – 35044 Rennes cedex, le soin de défendre les intérêts de la collectivité.
- Article 3 : D'imputer au budget de l'exercice en cours les honoraires d'avocat et autres frais de justice afférents à cette décision.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr De La Motte 35044 RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Malo, le 12 février 2024

Pour le Maire et par délégation,

Le 1er Adjoint au Maire,  
Jean-Virgile CRANCE